

## **TEXTE ACTION - CAA Snes-FSU Amiens 20 juin 2024**

### **Pour une école démocratique, publique, laïque et inclusive**

Notre CAA se tient dans un contexte tout à fait exceptionnel.

L'extrême droite est aux portes du pouvoir, portée par des politiques néolibérales qui ont mené à une désespérance telle, que les électeur.ices se sont massivement abstenus aux élections européennes du 9 juin, et qu'elles et ils se sont très majoritairement prononcés pour des candidat.es d'extrême droite (devenue majoritaire dans 92% des communes).

Ayant largement contribué à la banalisation du RN et de ses idées réactionnaires, le gouvernement porte une très lourde responsabilité dans cette situation inédite et le Président Macron, en décidant de dissoudre l'Assemblée nationale lors de l'annonce des résultats du scrutin européen prend un risque majeur et incompréhensible. Nous sommes donc dans un point de bascule, qui après la sidération de cette décision, a conduit les forces politiques de gauche à s'unir pour créer un Front populaire présent dans toutes les circonscriptions.

Aujourd'hui, le pire est envisageable, allant jusqu'à une possible majorité absolue d'extrême droite à l'assemblée. Si le monde éducatif n'est pas aussi tenté par un vote pour l'ED que la plupart des électeurs, les voix progressent significativement chez les enseignants du 2<sup>nd</sup> degré (voir l'article de Libé du 19 juin 24 <https://www.liberation.fr/societe/education/en-salle-des-profs-des-collegues-votent-rn-et-ne-sen-cachent-plus-alors-quavant-ca-restait-dans-le-secret-de-lisoloir-20240619HSUYFSGCAJEQBDAWCNLXSJAFPM/>).

Le Snes, avec la Fsu, a toujours dénoncé les dangers de l'ED pour le monde du travail, pour les services publics, pour les plus précaires, pour les minorités, pour les libertés fondamentales. Il fera tout pour continuer de dénoncer ses dangers, dénoncer son programme et empêcher qu'il ne prenne le pouvoir.

Les revendications de notre organisation syndicale sont à l'opposé et incarnent un contre-projet à celui de Macron et à celui de l'extrême droite.

De fait, en constatant que l'union de la gauche reprend une grande partie de ses revendications, le Snes, avec la FSU, soutient les candidatures du Front populaire aux législatives qui portent ce programme aux mesures économiques, sociales et environnementales qui permettent une véritable rupture avec les politiques menées jusqu'ici et qui nous ont mené dans l'impasse. Il le fait en toute indépendance: il ne s'agit pas d'un chèque en blanc, mais d'une exigence : non seulement nous prenons nos responsabilités en ce moment exceptionnel en empêchant de toutes nos forces la perspective de l'ED au pouvoir, mais nous exigeons que les forces de gauche recréent une alternative crédible, une perspective d'aboutissement à nos combats pour l'Education et pour une société plus juste. Ce faisant, il reste dans les limites de son champ d'intervention : il continuera de lutter auprès des collègues pour la concrétisation de ses revendications au-delà du 2<sup>nd</sup> tour des législatives, quels qu'en soient les résultats. Il continuera d'accompagner les collègues pour leurs droits et pour un service public l'Education démocratique et émancipateur. Il continuera à créer le rapport de force pour l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique, la revalorisation immédiate des salaires et des pensions, la formation des enseignant.es de haut niveau et de qualité, la défense des principes démocratiques, de l'école publique, laïque et inclusive.

Dans l'immédiat, étant donné le contexte, des dossiers propres à la Fonction publique (mise à mal des statuts par le projet de Guérini) sont suspendus, mais l'Education nationale reste attaquée par les coups portés aux concours et à la formation initiale des futur.es enseignant.es. ou encore par la mise en place des groupes de niveaux dans le cadre du « choc des savoirs ».

En cette fin d'année, le Snes-FSU continue de s'engager contre le « choc des savoirs », contre la mise au pas des élèves de lycée (SNU, stage de 2<sup>nde</sup>) et des personnels.

Dans l'académie, le guide AESH a été réécrit en catimini pour les contraindre à travailler plus sans rémunération supplémentaire (relecture des heures connexes, et de fractionnement, formation continue rendue obligatoire). Le Snes, avec la FSU, a lancé une alerte sociale et a obtenu une audience. Par ailleurs, il intervient avec force pour faire cesser l'autoritarisme, les intimidations, menaces, allant jusqu'au licenciement de l'intégralité d'une vie scolaire dans certains établissements.